



Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Service public de l'eau et de
l'assainissement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Arnaud MOYNIER, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET

Service public de l'eau et de l'assainissement - Financement de postes - Chargé(e) d'animation des captages prioritaires du Flès - Chargé(e) de mission Eau et Agroécologie et Restauration des Milieux Lagunaires - Chargé(e) de contrôle des rejets industriels et des déchets toxiques - Sollicitation des aides financières auprès de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et de la Région Occitanie Pyrénées Méditerranée - Approbation

Monsieur Jean-Marc LUSSERT, Vice-Président, rapporte :

La Directive Cadre sur l'Eau (DCE) fixe un objectif général d'atteinte du bon état des eaux et des milieux aquatiques. Les mesures préconisées pour atteindre cet objectif sont inscrites au Schéma Directeur d'Aménagement et Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée 2016-2021. Celles-ci peuvent bénéficier de subventions de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse dans le cadre des modalités fixées par son 11^{ème} programme d'interventions 2019-2024. Les missions portées par Montpellier Méditerranée Métropole éligibles à ce dispositif concernent en particulier :

- la réduction des pollutions non domestiques ;
- la lutte contre les pesticides et les pollutions azotées d'origine anthropique et agricole ;
- la restauration durable des captages vulnérables aux pollutions diffuses et la préservation des ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable ;
- la préservation et restauration des milieux aquatiques littoraux et lagunaires ;
- la gestion concertée et l'animation territoriale.

La Région Occitanie Pyrénées Méditerranée soutient également du point de vue financier les opérations visant la restauration des zones humides littorales par le biais de son plan d'intervention régional pour l'eau.

L'action de Montpellier Méditerranée Métropole en faveur de la gestion intégrée de l'eau et des milieux aquatiques s'est renforcée ces dernières années, notamment suite à l'extension de ses compétences statutaires à la GEMAPI, à la lutte contre la pollution et la protection des eaux superficielles ou souterraines (cf. arrêté n°2018-I-1372 du 3/12/2018). Peuvent être cités à titre d'exemple :

- Une convention de partenariat lie depuis avril 2015 la Métropole et le Syndicat Mixte Garrigue-Campagne (SMGC) pour l'animation d'un programme d'actions sur l'aire d'alimentation des captages de Garrigues-Basses et de Bérange ;
- En juin 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a posé le cadre et les principes de mise en œuvre de sa politique agro-écologique et alimentaire, puis a délibéré le 28 juin 2017 pour créer un poste de chargé de mission pilotant des projets à l'interface des enjeux de l'eau et de l'agriculture ;
- La cellule de Contrôle des Rejets Industriels et Déchets toxiques (CRIDt) met en œuvre depuis juillet 2009 des programmes d'actions, en partenariat avec l'Agence de l'Eau, visant à réduire l'impact des pollutions dispersées industrielles (déchets et effluents). Cette démarche s'adresse en priorité aux établissements dont les effluents liquides et/ou déchets constituent, de façon individuelle ou collective, une source de pollution suffisante pour impacter le fonctionnement des systèmes d'assainissement, la qualité des boues d'épuration, la qualité des rejets ainsi que la qualité des milieux via le réseau pluvial ;
- Par délibération du 28 juin 2017, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé le programme d'actions de l'aire d'alimentation des captages du Flès et le recrutement d'un chargé d'animation pour le mettre en œuvre ;
- A la suite de la prise de compétence GEMAPI au 1^{er} janvier 2018 par Montpellier Méditerranée Métropole et à la dissolution du Syndicat Mixte des Etangs Littoraux (SIEL) au 31 décembre 2018, une nouvelle unité « Littoral et Milieux lagunaires » constituée de deux agents de l'ex-syndicat a été créée au sein des services de la direction de l'eau et de l'assainissement, et une convention signée entre la Métropole, Pays de l'Or Agglomération, Sète Agglopol Méditerranée et le SYBLE fixe la répartition des missions.

Les postes faisant l'objet de la présente délibération et les missions prioritaires définies à titre indicatif pour 2020 sont les suivants :

- Chargé(e) d'animation des captages prioritaires du Flès : Mise en œuvre du Plan d'Amélioration des Pratiques Phytosanitaire et Horticoles à l'échelle de 10 communes et de 2 pôles territoriaux métropolitains ; Accompagnement et suivi de 3 projets d'aires de remplissage et de rinçage sécurisée des pulvérisateurs ; suivi des Mesures Agro-Environnementales et Climatiques (MAEC), suivi de la qualité des eaux superficielles, définition d'une stratégie d'intervention foncière concertée... ;
- Chargé(e) de mission Eau et Agroécologie : Mise en œuvre du projet ÔMONLEZ (Diagnostic et accompagnement des pratiques agricoles sur l'aire d'alimentation du captage du Lez) ; Animation de projets en transversalité avec la politique agro-écologique et alimentaire (P2A) ; Etude de filières à bas niveau d'impacts ; projet Biodivigne pour le diagnostic et l'implantation d'infrastructures agroécologiques... ;
- Chargé(e) de projet CRIDT : Gérer toutes les actions afférentes aux rejets autres que domestiques dans le réseau collectif d'assainissement ; Améliorer, sur un plan qualitatif et quantitatif, le rejet des effluents rejetés dans les systèmes d'assainissement collectifs ; Régulariser sur le plan administratif les rejets non domestiques dans les réseaux d'assainissement et la mise en œuvre de solutions acceptables pour la collecte et l'élimination des déchets toxiques ou dangereux pour la ressource ; Encourager les industriels à minimiser leurs consommations en eau pour la préservation des ressources ; Délivrer un arrêté d'autorisation de déversement aux usagers concernés et appliquer la redevance correspondante ;
- Chargé(e) de mission Restauration des Milieux lagunaires : Elaboration et mise en œuvre de la stratégie de restauration des lagunes palavasiennes et de leur espace de bon fonctionnement ; Appui technique et/ou maîtrise d'ouvrage des projets de restauration des lagunes palavasiennes, accompagnement technique des actions d'amélioration de la qualité des masses d'eau et zones humides littorales (l'exécution de ces missions fait l'objet d'une convention de gestion de services entre la Métropole, Sète Agglopol Méditerranée et Pays de l'Or Agglomération).

Ces actions peuvent faire l'objet d'aides financières de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée & Corse à hauteur d'un financement de 50 à 70 %, et de la Région Occitanie Pyrénées Méditerranée à hauteur d'un financement de 20 %, sur la base d'un coût de fonctionnement annuel prévisionnel de 60 000 € par poste.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- solliciter les aides financières les plus larges pour les postes de « Chargé(e) d'animation des captages du Flès » et de « Chargé(e) de mission Eau et Agroécologie » auprès de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée & Corse ;
- solliciter les aides financières les plus larges pour le fonctionnement de la cellule "Contrôle des rejets industriels et des déchets toxiques" auprès de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée & Corse ;
- solliciter les aides financières les plus larges pour le poste de « Chargé(e) de mission Restauration des Milieux lagunaires » auprès de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée & Corse et de la Région Occitanie Pyrénées Méditerranée ;
- dire que les crédits sont inscrits aux Budgets Annexes de l'Eau potable, de l'Assainissement, et au Budget Général de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 012 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Jackie GALABRUN-BOULBES.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-108214-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.